



DESTINATAIRE
CHRONO
DOSSIER S.G.
DIVISION
PRÉFECTURE
GS 36
AUTRE



DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DU CENTRE

Groupe de Subdivisions du Cher et de l'Indre
15, avenue Roland Garros
18000 BOURGES

Téléphone : 02 48 21 20 20

Fax : 02 48 20 42 39

E-mail : drire.es18@industrie.gouv.fr

Internet : www.centre.drire.gouv.fr

Bernard DOROSZCZUK
Directeur

Bourges, le 14 février 2008

Monsieur le préfet du Cher
PRÉFECTURE DU CHER



Direction de la Réglementation général
l'environnement

Bureau des procédures et de la concertation locale

Place Marcel Plaisant

18020 Bourges Cedex

GIDIC : RAAPC

Réf : SG/c/cassier-piezom080214

Affaire suivie par : S. GAU

Courriel : sandrine.gau@industrie.gouv.fr

Objet : suivi piézométrique – carrière Entreprise Cassier à Ennordres.

PJ : proposition de modification de l'article III.5.A.d du projet d'arrêté d'autorisation

Monsieur Cassier Roger a fait part à l'inspection des installations classées de son interrogation concernant l'article III.5.A.d du projet d'arrêté d'autorisation pour l'exploitation d'une carrière de sables et graviers sur la commune d'Ennordres. En effet, cet article prescrit la mise en place de 3 piézomètres dont 1 en amont.

Monsieur Cassier a indiqué que si le piézomètre amont existe d'ores et déjà – plusieurs piézomètres avaient été mis en place principalement au niveau de la zone humide –, aucun piézomètre n'existe en aval. Toutefois, il a indiqué qu'il propose que le plan d'eau - en fin d'exploitation actuellement - puisse faire office de point de contrôle (niveau et analyses qualitatives) mettant en avant la représentativité de l'eau du plan d'eau vis-à-vis des eaux souterraines.

Dans la mesure où :

- d'une part, le périmètre autorisé se limitant aux terrasses avec une exploitation hors d'eau, l'impact de l'exploitation sur les eaux souterraines (niveau piézométrique et qualité de l'eau) est réduit et,
- d'autre part, le plan d'eau situé à la limite aval du périmètre autorisé est représentatif de la nappe souterraine en aval,

l'inspection des installations classées ne voit pas d'opposition à la demande de l'entreprise Cassier et propose donc de modifier l'article III.5.A.d du projet d'arrêté en ce sens (cf. pièce jointe).

Le chef du groupe de subdivisions
du Cher et de l'Indre,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'R. MIOCHE'.

R. MIOCHE

Proposition de modification de l'article III.5.A.d
du projet d'arrêté préfectoral autorisant la poursuite et l'extension de l'exploitation d'une carrière de sables et graviers
sur le territoire de la commune d'Ennordres, au lieu-dit « Les Blitteries »

Art. III.5.A.d

"Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

La qualité des eaux souterraines fera l'objet d'une surveillance. A cette fin, 1 piézomètre est mis en place en amont et une échelle métrique sera mise en place dans le plan d'eau, dans la partie aval de celui-ci.

La conception et la réalisation de ce forage de contrôle de la qualité de l'eau souterraine devront respecter les recommandations du fascicule de documentation AFNOR référencé FD-X31-614 (1999) relatif à la réalisation d'un forage de contrôle de l'eau souterraine.

L'ouvrage devra notamment répondre aux caractéristiques suivantes :

- le piézomètre doit pénétrer d'au moins 5 mètres dans la nappe ou a minima doit pénétrer toute la nappe ;
- le diamètre de forage doit permettre après tubage, la mise en place d'une pompe permettant le renouvellement de l'eau avant prélèvement
- le tubage est constitué :
 - d'un tube plein avec cimentation étanche de l'espace annulaire entre le terrain naturel et le niveau piézométrique de la nappe ;
 - d'un tube crépiné entre le niveau piézométrique et le fond, avec massif filtrant ;
 - d'un couvercle coiffant verrouillable à la partie supérieure du type plein, situé à + 0,50 m par rapport au terrain naturel

Des prélèvements seront réalisés tous les 6 mois à la fois dans le piézomètre et dans le plan d'eau, le niveau de l'eau sera relevé à ces occasions.

Les analyses porteront sur les teneurs en DBO₅, DCO, hydrocarbures, matières en suspension et turbidité.

Les modalités pratiques de cette surveillance seront définies dans une consigne.

Toute anomalie devra être signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais, avec les causes, les mesures prises pour y remédier ou les investigations engagées.

Les résultats des analyses ainsi que les relevés de niveau d'eau seront tenus à la disposition des agents chargés des contrôles et seront conservés par l'exploitant pendant toute la durée de l'autorisation."